

## REGION WALLONNE — WALLONISCHE REGION — WAALS GEWEST

## SERVICE PUBLIC DE WALLONIE

F. 2009 — 1599

[2009/201938]

**3 AVRIL 2009. — Décret portant création de la Caisse d'Investissement de Wallonie et instituant une réduction de l'impôt des personnes physiques en cas de souscription d'actions ou d'obligations de la Caisse (1)**

Le Parlement wallon a adopté et Nous, Gouvernement, sanctionnons ce qui suit :

CHAPITRE I<sup>er</sup>. — *Disposition générale*

**Article 1<sup>er</sup>.** Le présent décret règle une matière visée à l'article 39 de la Constitution.

CHAPITRE II. — *Caisse d'Investissement de Wallonie*

**Art. 2.** § 1<sup>er</sup>. Il est créé une société spécialisée au sens de l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 2 avril 1962 relative à la Société fédérale d'Investissement et aux sociétés régionales d'investissement, telle que modifiée par le décret du 6 mai 1999, dénommée "Caisse d'Investissement de Wallonie", en abrégé : "C.I.W.". Les statuts de la "C.I.W." seront soumis à l'approbation du Gouvernement.

Hormis les dérogations résultant des dispositions du présent décret, les articles 22 à 41 de la loi du 2 avril 1962 sont applicables à la "C.I.W."

§ 2. Par dérogation à l'article 22, § 1<sup>er</sup>, alinéa 4, de la loi du 2 avril 1962, la "C.I.W." peut, outre l'exécution des missions qui lui sont déléguées par décret ou par arrêté du Gouvernement, agir pour compte propre sur ses fonds propres.

Conformément à l'article 28, alinéa 2, de la loi du 2 avril 1962, seules les opérations effectuées par la "C.I.W." dans le cadre des missions qui lui sont déléguées sont présentées de façon distincte dans ses comptes.

Le contrôle exercé par les deux commissaires du Gouvernement visés à l'article 29, § 2, de la loi du 2 avril 1962 s'étend aussi aux actes pris par la "C.I.W." dans le cadre des activités qu'elle développe pour compte propre conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 3. La "C.I.W." a principalement pour objet de promouvoir, conjointement avec une ou plusieurs personnes de droit public ou de droit privé, les investissements dans des petites et moyennes entreprises non cotées. Les investissements par la "C.I.W." se feront sur la base du principe du co-investissement.

La "C.I.W." peut, notamment, en vue de favoriser la réalisation de son objet social :

1° conclure tout contrat d'association, faire partie de toute association, groupe ou syndicat ou y prendre des intérêts;

2° constituer une filiale, acquérir une participation dans le capital d'une société par voie d'apport, de cession, de souscription ou par tous autres moyens, pour autant que l'objet social de la filiale ou de la société dans laquelle elle prend une participation soit conforme à l'objet social de la "C.I.W.";

3° souscrire des emprunts obligataires, le cas échéant convertibles, avec ou sans droit de souscription, octroyer des prêts, consentir des garanties;

4° prendre toutes garanties et sûretés personnelles ou réelles, notamment, un gage sur fonds de commerce;

5° recourir aux services de tiers et les charger de toute mission utile à la réalisation de son objet social;

6° procéder à l'acquisition de tout effet mobilier dans le cadre de la gestion de sa trésorerie;

7° créer et/ou gérer des fonds d'investissement spécialisés ou prendre des participations dans des fonds d'investissement spécialisés créés et/ou gérés par des tiers.

Par dérogation à l'article 646 du Code des sociétés, la "C.I.W." peut détenir toutes les actions d'une société anonyme, sans limitation de durée et sans qu'elle soit censée répondre solidairement des obligations de ladite société.

§ 4. La "C.I.W." peut faire toutes les opérations généralement quelconques se rapportant directement ou indirectement, en tout ou partie, à son objet social et toutes les opérations qui seraient susceptibles d'en favoriser, d'en faciliter ou d'en promouvoir la réalisation.

Son objet est réputé commercial et les actes qu'elle pose sont réputés commerciaux.

§ 5. En vue d'assurer de manière plus efficace l'exercice de ses activités, la "C.I.W." peut confier à un tiers, par contrat de mandat ou contrat d'entreprise, l'exercice, pour son propre compte, d'une ou de plusieurs des fonctions de gestion, pour autant que ce tiers dispose d'une organisation administrative, comptable, financière et technique appropriée à la nature des fonctions de gestion dont l'exercice lui est confié et que les administrateurs et les personnes qui assurent en fait la direction effective possèdent l'honorabilité professionnelle nécessaire et l'expérience adéquate pour exercer ces fonctions.

§ 6. La "C.I.W." peut faire appel public à l'épargne. La "C.I.W." peut dans ce cadre émettre des emprunts obligataires le cas échéant convertibles, avec ou sans droit de souscription, ainsi que tout autre instrument financier. Les appels publics à l'épargne sont subordonnés à l'autorisation du Gouvernement qui en approuve les conditions et peut leur accorder la garantie de la Région aux conditions qu'il détermine et dans le respect de l'article 4.

CHAPITRE III. — *Dispositions fiscales*

**Art. 3.** Si la "C.I.W." émet des actions et/ou des obligations par le biais d'une offre publique en Belgique, leur souscription donnera droit à une réduction d'impôt définie aux articles 4 et 5 ci-après.

La réduction d'impôt est octroyée aux contribuables ayant la qualité d'habitant de la Région wallonne. Est habitant de la Région wallonne l'habitant du Royaume visé à l'article 2 du Code des impôts sur les revenus qui est domicilié, pour chacun des exercices d'imposition visés à l'article 4, § 3 et à l'article 5, § 3, dans une commune de la Région wallonne.

**Art. 4.** § 1<sup>er</sup>. Il est octroyé aux habitants de la Région wallonne assujettis à l'impôt des personnes physiques une réduction d'impôt sur les montants effectivement versés pendant la période imposable pour la souscription d'actions émises par la "C.I.W."

Pour le calcul de la réduction d'impôt, ces versements sont pris en considération pour leur montant net, à savoir le montant brut versé diminué des commissions et taxes, et à concurrence d'un montant maximum de 2.500 euros par période imposable et par contribuable.

§ 2. La réduction d'impôt correspond à 8,75 % des montants effectivement versés pendant la période imposable pour la souscription d'actions dans les limites prévues au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. La réduction d'impôt est octroyée pour quatre exercices d'imposition consécutifs. La réduction d'impôt est octroyée pour la période imposable au cours de laquelle les actions émises par la "C.I.W." ont été souscrites à condition que ces actions aient été détenues en pleine propriété de manière ininterrompue depuis leur souscription jusqu'à la fin de la période imposable. La réduction d'impôt est également octroyée pour chacune des trois périodes imposables subséquentes, à condition que les actions émises par la "C.I.W." aient été détenues en pleine propriété de manière ininterrompue durant toute la période imposable concernée.

**Art. 5.** § 1<sup>er</sup>. Il est octroyé aux habitants de la Région wallonne assujettis à l'impôt des personnes physiques une réduction d'impôt sur les montants effectivement versés pendant la période imposable pour la souscription d'obligations émises à 10 ans par la "C.I.W."

Pour le calcul de la réduction d'impôt, ces versements sont pris en considération pour leur montant net, à savoir le montant brut versé diminué des commissions et taxes, et à concurrence d'un montant maximum de 2.500 euros par période imposable et par contribuable.

§ 2. La réduction d'impôt correspond à 3,10 % des montants effectivement versés pendant la période imposable pour la souscription d'obligations dans les limites prévues au § 1<sup>er</sup>, alinéa 2.

§ 3. La réduction d'impôt est octroyée pour quatre exercices d'imposition consécutifs. La réduction d'impôt est octroyée pour la période imposable au cours de laquelle les obligations émises par la "C.I.W." ont été souscrites à condition que ces obligations aient été détenues en pleine propriété, de manière ininterrompue, depuis leur souscription jusqu'à la fin de la période imposable. La réduction d'impôt est également octroyée pour chacune des trois périodes imposables subséquentes, à condition que les obligations émises par la "C.I.W." aient été détenues en pleine propriété de manière ininterrompue durant toute la période imposable concernée.

**Art. 6.** § 1<sup>er</sup>. Si les circonstances économiques le justifient, le Gouvernement peut modifier :

1° le montant maximum des versements pris en considération à l'article 4, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2, ainsi qu'à l'article 5, § 1<sup>er</sup>, alinéa 2;

2° le pourcentage de la réduction d'impôt visé à l'article 4, § 2, et à l'article 5, § 2;

3° la durée d'émission des obligations visée à l'article 5, § 1<sup>er</sup>;

4° le nombre d'exercices d'imposition pour lequel la réduction d'impôt est octroyée conformément à l'article 4, § 3, et à l'article 5, § 3.

La modification selon le cas du montant maximum des versements pris en considération, du pourcentage de la réduction d'impôt, de la durée d'émission des obligations ou du nombre d'exercices d'imposition n'a d'effet que pour les réductions d'impôt liées à des titres émis par la "C.I.W." postérieurement à l'arrêté pris conformément à l'alinéa 1<sup>er</sup>.

§ 2. Le Gouvernement saisit le Parlement d'un projet de décret portant confirmation des mesures arrêtées en exécution du § 1<sup>er</sup>. Le décret doit être promulgué dans les trois mois de l'entrée en vigueur des mesures arrêtées. A défaut de confirmation dans le délai imparti, les mesures arrêtées sont censées n'avoir jamais produit d'effets.

**Art. 7.** § 1<sup>er</sup>. En cas de cession des titres de la "C.I.W." au cours d'un des quatre exercices d'imposition visés à l'article 4, § 3, et/ou à l'article 5, § 3, le droit à la réduction d'impôt prend fin à partir de l'exercice d'imposition afférent à la période imposable au cours de laquelle les titres ont été cédés. Toutefois, les réductions d'impôt octroyées pour les exercices d'imposition antérieurs restent acquises.

§ 2. Par dérogation au paragraphe premier, en cas de transmission des titres de la "C.I.W." pour cause du décès du contribuable, la réduction d'impôt est octroyée au bénéficiaire des titres à partir de l'année du décès en proportion du nombre de titres lorsque ce dernier prouve que ces titres ont été détenus en pleine propriété de manière ininterrompue depuis le décès jusqu'à la fin de la période imposable et, le cas échéant, pour chacun des exercices d'imposition restants.

Le droit à la réduction d'impôt visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> du § 2 est cumulable aux réductions d'impôts visées aux articles 4 et 5.

**Art. 8.** La réduction d'impôt est imputée sur l'impôt des personnes physiques après déduction de toutes les autres déductions imputables sur l'impôt et non remboursables.

**Art. 9.** Le Gouvernement arrête, en concertation avec le Ministre fédéral des Finances, les dispositions relatives aux pièces justificatives à produire conformément à l'article 4, § 3, et à l'article 5, § 3, ainsi qu'à l'article 7, § 2.

#### CHAPITRE IV. — Dispositions financières

**Art. 10.** § 1<sup>er</sup>. Dans le cadre de l'autorisation conférée par le décret contenant le budget des dépenses de la Région, le Gouvernement peut, aux conditions qu'il détermine, décider d'octroyer une garantie de la Région en vue de promouvoir la réalisation des objectifs du présent décret.

§ 2. Une garantie de la Région ne peut être octroyée que pour les instruments financiers de la "C.I.W." qui font ou ont fait l'objet d'une offre publique en Belgique.

§ 3. Les instruments financiers de la "C.I.W.", qui font ou ont fait l'objet d'une offre publique en Belgique, seront garantis inconditionnellement et irrévocablement par la Région, à concurrence du pourcentage de 90 % de leur valeur nominale ou de leur pair comptable et du prix auquel ils sont offerts, tel que fixés à l'article 4, alinéa 2, 2°, a), de la loi du 20 juillet 2004 relative à certaines formes de gestion collective de portefeuilles d'investissement ou à concurrence d'un autre pourcentage déterminé par le Roi en vertu de cette même disposition.

§ 4. Une garantie de la Région octroyée pour des emprunts contractés par un fonds d'investissement de la "C.I.W." peut concerner 100 % du principal. Le Gouvernement arrête le pourcentage exact et les modalités d'octroi de la garantie.

CHAPITRE V. — *Dispositions finales et entrée en vigueur*

**Art. 11.** Le Gouvernement soumet chaque année au Parlement un rapport sur l'état d'avancement et les prévisions de l'application du présent décret.

**Art. 12.** Le présent décret entre en vigueur le jour de sa publication au *Moniteur belge*.

Promulguons le présent décret, ordonnons qu'il soit publié au *Moniteur belge*.

Namur, le 3 avril 2009.

Le Ministre-Président,

R. DEMOTTE

Le Ministre du Logement, des Transports et du Développement territorial,

A. ANTOINE

Le Ministre du Budget, des Finances et de l'Équipement,

M. DAERDEN

Le Ministre des Affaires intérieures et de la Fonction publique,

Ph. COURARD

Le Ministre de l'Économie, de l'Emploi, du Commerce extérieur et du Patrimoine,

J.-C. MARCOURT

La Ministre de la Recherche, des Technologies nouvelles et des Relations extérieures,

Mme M.-D. SIMONET

Le Ministre de la Formation,

M. TARABELLA

Le Ministre de la Santé, de l'Action sociale et de l'Égalité des Chances,

D. DONFUT

Le Ministre de l'Agriculture, de la Ruralité, de l'Environnement et du Tourisme,

B. LUTGEN

—  
Note

(1) *Session 2008-2009.*

*Documents du Parlement wallon*, 956 (2008-2009), n<sup>os</sup> 1 et 2.

*Compte rendu intégral*, séance publique du 1<sup>er</sup> avril 2009.

Discussion - Votes.

## ÜBERSETZUNG

## ÖFFENTLICHER DIENST DER WALLONIE

D. 2009 — 1599

[2009/201938]

**3. APRIL 2009 — Dekret zur Gründung der "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investitionskasse der Wallonie) und zur Einführung einer Senkung der Steuer der natürlichen Personen bei der Zeichnung von Aktien oder Obligationen der Kasse (1)**

Das Wallonische Parlament hat Folgendes angenommen und Wir, Regierung, sanktionieren es:

KAPITEL I — *Allgemeine Bestimmung*

**Artikel 1** - Vorliegendes Dekret regelt eine in Art. 39 der Verfassung erwähnte Angelegenheit.

KAPITEL II — *Die "Caisse d'Investissement de Wallonie"*

**Art. 2** - § 1 - Es wird unter der Bezeichnung "Caisse d'Investissement de Wallonie", abgekürzt: "C.I.W.", eine spezialisierte Gesellschaft gegründet im Sinne von Artikel 22, § 1, Absatz 1 des Gesetzes vom 2. April 1962 zur Schaffung einer nationalen Investitionsgesellschaft und regionaler Investitionsgesellschaften, in seiner durch das Dekret vom 6. Mai 1999 abgeänderten Fassung. Die Satzungen der "C.I.W." werden der Regierung zur Genehmigung unterbreitet.

Mit Ausnahme der Abweichungen, die sich aus den Bestimmungen vorliegenden Dekrets ergeben, sind die Artikel 22 bis 41 des Gesetzes vom 2. April 1962 auf die "C.I.W." anwendbar.

§ 2 - In Abweichung von Artikel 22 § 1 Absatz 4 des Gesetzes vom 2. April 1962 kann die "C.I.W." neben der Durchführung der ihr per Dekret oder Erlass der Regierung übertragenen Aufgaben auf eigene Rechnung mit eigenen Mitteln handeln.

In Übereinstimmung mit Artikel 28 Absatz 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 werden nur die Geschäfte, die die "C.I.W." im Rahmen der ihr übertragenen Aufgaben ausführt, in den Rechnungen getrennt ausgewiesen.

Die von den beiden in Artikel 29 § 2 des Gesetzes vom 2. April 1962 genannten Kommissaren der Regierung ausgeübte Kontrolle erstreckt sich ebenfalls auf die Rechtsgeschäfte, die von der "C.I.W." im Rahmen der Aktivitäten getätigt werden, die sie gemäß Absatz 1 auf eigene Rechnung durchführt.

§ 3 - Die "C.I.W." hat zum Hauptzweck, zusammen mit einer oder mehreren öffentlich-rechtlichen oder privatrechtlichen Personen, Investitionen in nicht notierte Klein- oder Mittelunternehmen zu fördern. Die Investitionen durch die "C.I.W." erfolgen auf der Grundlage des Grundsatzes der Koinvestition.

Zur Förderung der Umsetzung ihres Gesellschaftszwecks kann die "C.I.W." insbesondere:

1° Teilhaberverträge abschließen, Vereinigungen, Gruppen oder Verbänden angehören oder sich daran beteiligen;

2° eine Tochtergesellschaft gründen, eine Beteiligung im Kapital einer Gesellschaft durch eine Einbringung, Abtretung, Zeichnung oder sonstige Mittel erwerben, insofern der Gesellschaftszweck der Tochtergesellschaft oder der Gesellschaft, an der sie sich beteiligt, dem Gesellschaftszweck der "C.I.W." entspricht;

3° Obligationsanleihen mit oder ohne Umtauschrecht, mit oder ohne Vorkaufsrecht zeichnen, Darlehen und Bürgschaften gewähren;

4° sich durch persönliche oder dingliche Bürgschaften oder Sicherheiten absichern, insbesondere durch Darlehen auf den Geschäfts- bzw. Firmenwert;

5° Dienste von Drittpersonen in Anspruch nehmen, und diese mit jeglicher Aufgabe beauftragen, die zur Erfüllung ihres Gesellschaftszwecks nützlich ist;

6° im Rahmen der Verwaltung ihrer Finanzmittel bewegliche Güter erwerben,

7° spezialisierte Investitionsfonds schaffen und/oder verwalten, oder sich an von Dritten geschaffenen und/oder verwalteten Investitionsfonds beteiligen.

In Abweichung von Artikel 646 des Gesetzbuches über die Gesellschaften kann die "C.I.W." alle Anteile einer Aktiengesellschaft besitzen, dies ohne Befristung und ohne dass sie für die Verpflichtungen dieser Gesellschaft gesamtschuldnerisch haften soll.

§ 4 - Die "C.I.W." kann Geschäfte jeglicher Art durchführen, die direkt oder indirekt, ganz oder teilweise mit ihrem Gesellschaftszweck verbunden sind, sowie alle Geschäfte, die dessen Erfüllung begünstigen, erleichtern oder fördern können.

Bei ihrem Gesellschaftszweck handelt es sich um einen geschäftlichen Zweck und ihre Geschäfte gelten als Handelsgeschäfte.

§ 5 - Zur Gewährleistung einer wirksameren Durchführung ihrer Aktivitäten kann die "C.I.W." die Ausübung für eigene Rechnung einer oder mehrerer Verwaltungsaufgaben einer Drittperson per Mandatsvertrag oder Werkvertrag anvertrauen, unter der Voraussetzung, dass diese Drittperson über eine administrative, buchhalterische, finanzielle und technische Organisation verfügt, die für die Art der ihr anvertrauten Verwaltungsaufgaben geeignet ist, und dass die Verwalter und Personen, die für deren effektive Geschäftsführung sorgen, über die erforderliche berufliche Ehrbarkeit und Erfahrung für die Erfüllung dieser Aufgaben verfügen.

§ 6 - Die "C.I.W." kann öffentlich zur Zeichnung auffordern. In diesem Rahmen kann die "C.I.W." Obligationsanleihen mit oder ohne Umtauschrecht, mit oder ohne Vorkaufsrecht, sowie andere Finanzinstrumente ausschreiben. Die öffentlichen Aufforderungen zur Zeichnung unterliegen der Genehmigung der Regierung, die deren Bedingungen billigt, und unter von ihr festgelegten Bedingungen und unter Einhaltung von Artikel 4 die Bürgschaft der Region gewähren kann.

### KAPITEL III — *Steuerrechtliche Bestimmungen*

**Art. 3** - Wenn die "C.I.W." Aktien und/oder Obligationen mittels eines öffentlichen Angebots in Belgien ausgibt, gibt deren Zeichnung Anrecht auf eine nachstehend in Art. 4 und 5 definierte Steuersenkung.

Die Steuersenkung wird den Steuerpflichtigen gewährt, die die Eigenschaft eines Einwohners der Wallonischen Region haben. Gilt als Einwohner der Wallonischen Region der in Artikel 2 des Einkommensteuergesetzbuches genannte Einwohner des Königreichs, der für jedes der in Artikel 4 § 3 und Artikel 5 § 3 genannten Steuerjahre in einer Gemeinde der Wallonischen Region wohnhaft ist.

**Art. 4** - § 1 - Den der Steuer der natürlichen Personen unterliegenden Einwohnern der Wallonischen Region wird eine Steuersenkung auf die Beträge gewährt, die während des Besteuerungszeitraums für die Zeichnung von durch die "C.I.W." ausgegebenen Aktien tatsächlich eingezahlt worden sind.

Für die Berechnung der Steuersenkung wird der Nettobetrag dieser Einzahlungen berücksichtigt, d.h. der um die Provisionen und Abgaben verminderte Bruttobetrag, und dies bis zu einem Höchstbetrag von 2.500 Euro pro Besteuerungszeitraum und Steuerpflichtigen.

§ 2 - Die Steuersenkung beläuft sich auf 8,75% der während des Besteuerungszeitraums für die Zeichnung von Aktien tatsächlich eingezahlten Beträge, unter Berücksichtigung der in § 1 Absatz 2 vorgesehenen Begrenzungen.

§ 3 - Die Steuersenkung wird für vier aufeinanderfolgende Steuerjahre gewährt. Die Steuersenkung wird für den Besteuerungszeitraum gewährt, im Laufe dessen die von der "C.I.W." ausgegebenen Aktien gezeichnet worden sind, unter der Bedingung, dass diese Aktien im Volleigentum und ab ihrer Zeichnung bis zum Ende des Besteuerungszeitraums ununterbrochen gehalten worden sind. Die Steuersenkung wird ebenfalls für jeden der drei folgenden Besteuerungszeiträume gewährt, unter der Bedingung, dass die von der "C.I.W." ausgegebenen Aktien im Volleigentum und während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums ununterbrochen gehalten worden sind.

**Art. 5 - § 1** - Den der Steuer der natürlichen Personen unterliegenden Einwohnern der Wallonischen Region wird eine Steuersenkung auf die Beträge gewährt, die während des Besteuerungszeitraums für die Zeichnung von durch die "C.I.W." auf 10 Jahre ausgegebenen Obligationen tatsächlich eingezahlt werden.

Für die Berechnung der Steuersenkung wird der Nettobetrag dieser Einzahlungen berücksichtigt, d.h. der um die Provisionen und Abgaben verminderte Bruttobetrag, und dies bis zu einem Höchstbetrag von 2.500 Euro pro Besteuerungszeitraum und Steuerpflichtigen.

§ 2 - Die Steuersenkung beläuft sich auf 3,10% der während des Besteuerungszeitraums für die Zeichnung von Obligationen tatsächlich eingezahlten Beträge, unter Berücksichtigung der in § 1 Absatz 2 vorgesehenen Begrenzungen.

§ 3 - Die Steuersenkung wird für vier aufeinanderfolgende Steuerjahre gewährt. Die Steuersenkung wird für den Besteuerungszeitraum gewährt, im Laufe dessen die von der "C.I.W." ausgegebenen Obligationen gezeichnet worden sind, unter der Bedingung, dass diese Obligationen im Volleigentum und ab ihrer Zeichnung bis zum Ende des Besteuerungszeitraums ununterbrochen gehalten worden sind. Die Steuersenkung wird ebenfalls für jeden der drei folgenden Besteuerungszeiträume gewährt, unter der Bedingung, dass die von der "C.I.W." ausgegebenen Obligationen im Volleigentum und während des ganzen betreffenden Besteuerungszeitraums ununterbrochen gehalten worden sind.

**Art. 6 - § 1** - Wenn die wirtschaftlichen Umstände es rechtfertigen, kann die Regierung folgende Elemente ändern:

1° den Höchstbetrag der in Artikel 4 § 1 Absatz 2 sowie in Artikel 5 § 1 Absatz 2 berücksichtigten Einzahlungen;

2° den Prozentsatz der in Artikel 4, § 2 und Artikel 5, § 2 angegebenen Steuersenkung;

3° die in Artikel 5 § 1 genannte Dauer der Ausgabe der Obligationen;

4° die Anzahl Steuerjahre, für die die Steuersenkung gemäß Artikel 4 § 3 und Artikel 5 § 3 gewährt wird.

Die Abänderung je nach Fall des Höchstbetrags der berücksichtigten Einzahlungen, des Prozentsatzes der Steuersenkung, der Dauer der Ausgabe der Obligationen oder der Anzahl Steuerjahre hat nur für die Steuersenkungen Wirkung, die mit Wertpapieren verbunden sind, die die "C.I.W." später als der gemäß Absatz 1 verabschiedete Erlass ausgegeben hat.

§ 2 - Die Regierung legt beim Parlament einen Dekretentwurf zur Bestätigung der in Ausführung von § 1 erlassenen Maßnahmen vor. Das Dekret muss binnen drei Monaten nach dem Inkrafttreten der erlassenen Maßnahmen verabschiedet werden. Mangels einer Bestätigung binnen der eingeräumten Frist gilt, dass die erlassenen Maßnahmen nie in Wirkung getreten sind.

**Art. 7 - § 1** - Im Falle einer Abtretung der Wertpapiere der "C.I.W." im Laufe eines der vier Steuerjahre nach Artikel 4 § 3 und/oder Artikel 5 § 3 erlischt der Anspruch auf die Steuersenkung ab dem Steuerjahr, das sich auf den Besteuerungszeitraum bezieht, im Laufe dessen die Wertpapiere abgetreten worden sind. Die für die vorherigen Steuerjahre gewährten Steuersenkungen sind endgültig erlangt.

§ 2 - Im Falle einer Übertragung der Wertpapiere der "C.I.W." wegen des Absterbens des Steuerpflichtigen wird die Steuersenkung in Abweichung von § 1 der Person gewährt, die auf die Wertpapiere Anspruch hat, dies ab dem Jahr des Todes und im Verhältnis zur Anzahl der Wertpapiere, wenn diese Person beweist, dass die Wertpapiere im Vollbesitz und ab dem Tod bis zum Ende des Besteuerungszeitraums und ggf. für jedes der restlichen Steuerjahre ununterbrochen gehalten worden sind.

Der Anspruch auf die in § 2 Absatz 1 genannte Steuersenkung ist mit den Steuersenkungen nach Art. 4 und 5 kumulierbar.

**Art. 8** - Die Steuersenkung wird von der Steuer der natürlichen Personen nach Abzug aller anderen von der Steuer abzurechnenden und nicht rückzahlbaren Abzüge abgerechnet.

**Art. 9** - Die Regierung erlässt in Absprache mit dem föderalen Finanzminister die Bestimmungen betreffend die in Übereinstimmung mit Artikel 4 § 3 Artikel 5 § 3 und Artikel 7 § 2 vorzulegenden Belege.

#### KAPITEL IV — *Finanzielle Bestimmungen*

**Art. 10 - § 1** - Im Rahmen der im Dekret zur Festlegung des Ausgabenhaushaltsplans der Region gewährten Genehmigung kann die Regierung unter von ihr festgelegten Bedingungen beschließen, eine Bürgschaft der Region zwecks der Förderung der Umsetzung der Ziele vorliegenden Dekrets zu gewähren.

§ 2 - Eine Bürgschaft der Region kann nur für die Finanzinstrumente der "C.I.W." gewährt werden, die Gegenstand eines öffentlichen Angebots in Belgien sind oder gewesen sind.

§ 3 - Die Finanzinstrumente der "C.I.W.", die Gegenstand eines öffentlichen Angebots in Belgien sind oder gewesen sind, werden durch eine vorbehaltlose und unwiderrufliche Bürgschaft der Region gesichert, die einen Betrag in Höhe von 90% ihres Nennwerts oder rechnerischen Werts und des Preises, zu dem sie angeboten werden, wobei diese Werte in Artikel 4 Absatz 2 2°, a) des Gesetzes vom 20. Juli 2004 über bestimmte Formen der gemeinsamen Portfolioverwaltung bestimmt sind, oder einen anderen vom König kraft dieser selben Bestimmung bestimmten Prozentsatz abdeckt.

§ 4 - Eine Bürgschaft der Region, die für Anleihen gewährt wird, die von einem Investitionsfonds der "C.I.W." aufgenommen werden, kann 100% des Kapitals abdecken. Die Regierung bestimmt den genauen Prozentsatz und die Bestimmungen für die Gewährung der Bürgschaft.

#### KAPITEL V — *Schlussbestimmungen und Inkrafttreten*

**Art. 11** - Die Regierung legt jedes Jahr dem Parlament einen Bericht über den Fortschritt und die Aussichten der Durchführung vorliegenden Dekrets vor.

**Art. 12** - Das vorliegende Dekret tritt am Tage seiner Veröffentlichung im *Belgischen Staatsblatt* in Kraft.  
Wir fertigen das vorliegende Dekret aus und ordnen an, dass es im *Belgischen Staatsblatt* veröffentlicht wird.  
Namur, den 3. April 2009

Der Minister-Präsident,  
R. DEMOTTE

Der Minister des Wohnungswesens, des Transportwesens und der räumlichen Entwicklung,  
A. ANTOINE

Der Minister des Haushalts, der Finanzen und der Ausrüstung,  
M. DAERDEN

Der Minister der inneren Angelegenheiten und des öffentlichen Dienstes,  
Ph. COURARD

Der Minister der Wirtschaft, der Beschäftigung, des Außenhandels und des Erbes,  
J.-C. MARCOURT

Die Ministerin der Forschung, der neuen Technologien und der auswärtigen Beziehungen,  
Frau M.-D. SIMONET

Der Minister der Ausbildung,  
M. TARABELLA

Der Minister der Gesundheit, der sozialen Maßnahmen und der Chancengleichheit,  
D. DONFUT

Der Minister der Landwirtschaft, der ländlichen Angelegenheiten, der Umwelt und des Tourismus,  
B. LUTGEN

—  
Fußnote

(1) *Sitzung 2008-2009*  
*Dokumente des Wallonischen Parlaments*, 956 (2008-2009), Nrn. 1 und 2  
*Ausführliches Sitzungsprotokoll*, öffentliche Sitzung vom 1. April 2009  
Diskussion - Abstimmung.

—  
VERTALING

#### WAALSE OVERHEIDSDIENST

N. 2009 — 1599

[2009/201938]

**3 APRIL 2009.** — **Decreet houdende oprichting van de "Caisse d'Investissement de Wallonie" (Investeringskas voor Wallonië) en tot invoering van een vermindering van de personenbelasting bij inschrijving op aandelen of obligaties van de kas (1)**

Het Waals Parlement heeft aangenomen en Wij, Regering, bekrachtigen hetgeen volgt :

HOOFDSTUK I. — *Algemene bepaling*

**Artikel 1.** Dit decreet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 39 van de Grondwet.

HOOFDSTUK II. — *Investeringskas voor Wallonië*

**Art. 2.** § 1. Er wordt een gespecialiseerde vennootschap opgericht in de zin van artikel 22, § 1, lid 1, van de wet van 2 april 1962 betreffende de Federale Investeringsmaatschappij en de gewestelijke investeringsmaatschappijen, zoals gewijzigd bij het decreet van 6 mei 1999, "Caisse d'Investissement de Wallonie" genaamd, afgekort "C.I.W.". De statuten van de "C.I.W." worden ter goedkeuring voorgelegd aan de Regering.

Behoudens de afwijkingen voortvloeiend uit de bepalingen van dit decreet zijn de artikelen 22 tot en met 41 van de wet van 2 april 1962 van toepassing op de "C.I.W.".

§ 2. In afwijking van artikel 22, § 1, lid 4, van de wet van 2 april 1962 kan de "C.I.W." naast de uitvoering van de opdrachten die haar bij decreet of regeringsbesluit opgelegd worden, met eigen middelen voor eigen rekening optreden.

Overeenkomstig artikel 28, lid 2, van de wet van 2 april 1962 worden enkel de verrichtingen die de "C.I.W." heeft uitgevoerd in het kader van de haar overgedragen opdrachten afzonderlijk in haar rekeningen opgenomen.

De controle uitgeoefend door de twee regeringscommissarissen bedoeld in artikel 29, § 2, van de wet van 2 april 1962 betreft ook de akten die de "C.I.W." neemt in het kader van de activiteiten die ze overeenkomstig lid 1 voor eigen rekening ontwikkelt.

§ 3. De "C.I.W." heeft als voornaamste doel, de bevordering, samen met één of meerdere publiek- of privaatrechtelijke personen, van investeringen in niet-beursgenoteerde kleine en middelgrote ondernemingen. De investeringen door de "C.I.W." geschieden op grond van het beginsel van de mede-investering.

De "C.I.W." kan meer bepaald om de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel te begunstigen :

1° elke verenigingsovereenkomst sluiten, deel uitmaken van elke vereniging, elke groep of elk syndicaat of er belangen in nemen;

2° een dochteronderneming oprichten, een participatie in het kapitaal van een vennootschap verkrijgen door inbrenging, overdracht, intekening op aandelen of bij enig ander middel, voor zover het maatschappelijk doel van de dochteronderneming of van de maatschappij waarin ze een participatie neemt, overeenstemt met het maatschappelijk doel van de "C.I.W.";

3° inschrijven op, in voorkomend geval converteerbare obligatieleningen met of zonder inschrijvingsrecht, leningen toekennen, waarborgen toestaan;

4° alle persoonlijke of zakelijke waarborgen of zekerheden nemen, met name een pandrecht op een handelszaak;

5° een beroep doen op de diensten van derden en ze belasten met elke opdracht nuttig voor de verwezenlijking van haar maatschappelijk doel;

6° elk roerend effect verwerven in het kader van haar schatkistbeheer;

7° gespecialiseerde investeringsfondsen oprichten en/of beheren of deelnames nemen in door derden opgerichte en/of beheerde gespecialiseerde investeringsfondsen.

In afwijking van artikel 646 van het Wetboek van vennootschappen kan de "C.I.W." alle aandelen bezitten in een naamloze vennootschap, zonder beperking van duur en zonder geacht te worden hoofdelijk borg te staan voor de verbintenissen van deze vennootschap.

§ 4. De "C.I.W." mag alle verrichtingen van enigerlei aard uitvoeren die rechtstreeks of onrechtstreeks, geheel of gedeeltelijk, verband houden met haar maatschappelijk doel alsook alle verrichtingen die de verwezenlijking ervan zouden kunnen bevoordelen, vergemakkelijken of bevorderen.

Haar doel wordt geacht commercieel te zijn en de handelingen die ze stelt, worden geacht commercieel te zijn.

§ 5. Met het oog op een efficiëntere bedrijfsvoering mag de "C.I.W." het voor haar eigen rekening uitoefenen van één of meer van haar beheertaken op grond van een lastgevings- of een aannemingsovereenkomst toevertrouwen aan een derde, voor zover die derde over een administratieve, boekhoudkundige, financiële en technische organisatie beschikt die in verhouding staat tot de aard van de taken van beheer waarvan de uitoefening haar is toevertrouwd en de bestuurders en de personen die er feitelijk de daadwerkelijke leiding over hebben de nodige professionele betrouwbaarheid en de geschikte ervaring voor de uitoefening van die functies bezitten.

§ 6. De "C.I.W." mag een openbaar beroep doen op het spaarwezen. De "C.I.W." mag in dat kader in voorkomend geval converteerbare obligatieleningen met of zonder intekenrecht uitgeven, evenals elk ander financieel instrument. De openbare beroepen op het spaarwezen worden ondergeschikt gemaakt aan de machtiging van de Regering, die er de voorwaarden van goedkeurt en ze kan ze voorzien van de gewestelijke waarborg tegen de voorwaarden die zij bepaalt en met inachtneming van artikel 4.

#### HOOFDSTUK III. — Fiscale bepalingen

**Art. 3.** Als de "C.I.W."-aandelen en/of obligaties uitbrengt met een openbaar bod in België, geeft de inschrijving daarop recht op een belastingvermindering omschreven in de artikelen 4 en 5, onderstaand.

De belastingvermindering wordt toegekend aan de belastingplichtigen met de hoedanigheid van inwoner van het Waalse Gewest. Inwoner van het Waalse Gewest is de inwoner van het Rijk bedoeld in artikel 2 van het Wetboek der inkomstenbelastingen wiens woonplaats voor elk aanslagjaar bedoeld in artikel 4, § 3, en in artikel 5, § 3, gevestigd is in een gemeente van het Waalse Gewest.

**Art. 4.** § 1. Er wordt de inwoners van het Waalse Gewest die onderworpen zijn aan de personenbelasting een belastingvermindering toegekend op de bedragen die tijdens het belastingtijdperk daadwerkelijk zijn gestort voor de inschrijving op aandelen uitgegeven door de "C.I.W.".

Voor de berekening van de belastingvermindering worden die stortingen tegen hun nettobedrag in overweging genomen, namelijk het brutobedrag verminderd met de commissies en belastingen en tegen een maximumbedrag van 2.500 euro per belastingtijdperk en per belastingplichtige.

§ 2. De belastingvermindering stemt overeen met 8,75 % van de bedragen die daadwerkelijk tijdens het belastingtijdperk zijn gestort voor de inschrijving op aandelen, binnen de perken bedoeld in § 1, lid 2.

§ 3. De belastingvermindering wordt toegekend voor vier opeenvolgende aanslagjaren. De belastingvermindering wordt toegekend voor het belastingtijdperk waarin ingeschreven is op de aandelen van de "C.I.W." op voorwaarde dat er sprake is van ononderbroken bezit van die aandelen in volle eigendom vanaf de inschrijving daarop tot aan het einde van het belastingtijdperk. De belastingvermindering wordt eveneens toegekend voor de drie daaropvolgende belastingtijdperken op voorwaarde dat er sprake is van ononderbroken bezit van de aandelen van de "C.I.W." in volle eigendom gedurende het hele betrokken belastingtijdperk.

**Art. 5.** § 1. Er wordt de inwoners van het Waalse Gewest die onderworpen zijn aan de personenbelasting een belastingvermindering toegekend op de bedragen die tijdens het belastingtijdperk daadwerkelijk zijn gestort voor de inschrijving op obligaties op tien jaar uitgegeven door de "C.I.W.".

Voor de berekening van de belastingvermindering worden die stortingen tegen hun nettobedrag in overweging genomen, namelijk het brutobedrag verminderd met de commissies en belastingen en tegen een maximumbedrag van 2.500 euro per belastingtijdperk en per belastingplichtige.

§ 2. De belastingvermindering stemt overeen met 3,10 % van de bedragen die daadwerkelijk tijdens het belastingtijdperk zijn gestort voor de inschrijving op aandelen, binnen de perken bedoeld in § 1, lid 2.

§ 3. De belastingvermindering wordt toegekend voor vier opeenvolgende aanslagjaren. De belastingvermindering wordt toegekend voor het belastingtijdperk waarin ingeschreven is op de obligaties van de "C.I.W." op voorwaarde dat er sprake is van ononderbroken bezit van die obligaties in volle eigendom vanaf de inschrijving daarop tot aan het einde van het belastingtijdperk. De belastingvermindering wordt eveneens toegekend voor de drie daarop volgende belastingtijdperken op voorwaarde dat er sprake is van ononderbroken bezit van de obligaties van de "C.I.W." in volle eigendom gedurende het hele betrokken belastingtijdperk.

**Art. 6.** § 1. Als de economische omstandigheden het verantwoorden, kan de Regering het volgende wijzigen :

1° het maximumbedrag van de stortingen dat in overweging wordt genomen in artikel 4, § 1, lid 2, evenals in artikel 5, § 1, lid 2;

2° het percentage van de belastingvermindering bedoeld in artikel 4, § 2, en in artikel 5, § 2;

3° de emissieduur van de obligaties bedoeld in artikel 5, § 1;

4° het aantal aanslagjaren waarvoor de belastingvermindering wordt toegekend overeenkomstig artikel 4, § 3, en artikel 5, § 3.

De wijziging, al naar gelang, van het maximumbedrag van de in overweging genomen stortingen, van het percentage van de belastingvermindering, van de emissieduur van de obligaties of van het aantal aanslagjaren heeft enkel gevolg voor de belastingverminderingen gebonden aan de effecten die de "C.I.W." uitgegeven heeft na het besluit genomen overeenkomstig lid 1.

§ 2. De Regering dient een ontwerp-decreet ter bevestiging van de maatregelen besloten ter uitvoering van § 1 bij het Parlement in. Het decreet dient bekrachtigd te worden binnen de drie maanden na inwerkingtreding van de besloten maatregelen. Blijft de bevestiging binnen de opgelegde termijn uit, dan worden de besloten maatregelen geacht nooit uitwerking te hebben gehad.

**Art. 7.** § 1. Worden de effecten van de "C.I.W." overgedragen in de loop van één van de vier aanslagjaren bedoeld in artikel 4, § 3, en/of in artikel 5, § 3, dan wordt het recht op belastingvermindering beëindigd vanaf het aanslagjaar dat betrekking heeft op het belastingtijdperk waarin de effecten zijn overgedragen. De belastingverminderingen die zijn toegekend voor de vorige aanslagjaren staan evenwel vast.

§ 2. In afwijking van de eerste paragraaf wordt de belastingvermindering, indien de effecten van de "C.I.W." overgedragen worden wegens het overlijden van de belastingplichtige, toegekend aan de gerechtigde van de effecten vanaf het jaar van het overlijden, in verhouding tot het aantal effecten indien laatstgenoemde bewijst dat hij de effecten ononderbroken in volle eigendom bezat vanaf het overlijden tot aan het einde van het belastingtijdperk en, in voorkomend geval, voor elk van de overblijvende aanslagjaren.

Het recht op belastingvermindering bedoeld in § 2, lid 1, mag gecumuleerd worden met de belastingverminderingen waarvan sprake in de artikelen 4 en 5.

**Art. 8.** De belastingvermindering wordt toegerekend op de personenbelasting na aftrek van alle andere niet-terugbetaalbare aftrekposten die toegerekend worden op de belasting.

**Art. 9.** De Regering legt in overleg met de federale Minister van Financiën de bepalingen vast in verband met de bewijsstukken die voorgelegd dienen te worden overeenkomstig artikel 4, § 3, en artikel 5, § 3, alsook artikel 7, § 2.

#### HOOFDSTUK IV. — *Financiële bepalingen*

**Art. 10.** § 1. In het kader van de machtiging verleend bij het decreet houdende de uitgavenbegroting van het Gewest kan de Regering tegen de door haar bepaalde voorwaarden beslissen een waarborg van het Gewest te verlenen om de verwezenlijking van de doelstellingen van dit decreet te bevorderen.

§ 2. Er kan enkel een waarborg van het Gewest verleend worden voor de financiële instrumenten van de "C.I.W." die het voorwerp uitmaken of hebben uitgemaakt van een openbaar bod in België.

§ 3. De financiële instrumenten van de "C.I.W." die het voorwerp uitmaken of hebben uitgemaakt van een openbaar bod in België worden onvoorwaardelijk en onherroepelijk gewaarborgd door het Gewest tegen 90 % van hun nominale waarde of hun boekhoudkundig pari en van de prijs waartegen ze worden aangeboden zoals vastgesteld in artikel 4, lid 2, 2<sup>o</sup>, a), van de wet van 20 juli 2004 betreffende bepaalde vormen van beheer van beleggingsportefeuilles of tegen een ander percentage bepaald door de Koning krachtens diezelfde bepaling.

§ 4. Een garantie van het Gewest verleend voor de leningen aangegaan door een investeringsfonds van de "C.I.W." kan 100 % van de hoofdsom dekken. De Regering legt het juiste percentage en de nadere regels voor de toekenning van de garantie vast.

#### HOOFDSTUK V. — *Slotbepalingen en inwerkingtreding*

**Art. 11.** De Regering legt het Parlement jaarlijks een verslag voor over de staat van vordering en de vooruitzichten inzake de toepassing van dit decreet.

**Art. 12.** Dit besluit treedt in werking de dag waarop het in het *Belgisch Staatsblad* wordt bekendgemaakt.

Kondigen dit decreet af, bevelen dat het in het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Namen, 3 april 2009.

De Minister-President,

R. DEMOTTE

De Minister van Huisvesting, Vervoer en Ruimtelijke Ontwikkeling,

A. ANTOINE

De Minister van Begroting, Financiën en Uitrusting,

M. DAERDEN

De Minister van Binnenlandse Aangelegenheden en Ambtenarenzaken,

Ph. COURARD

De Minister van Economie, Tewerkstelling, Buitenlandse Handel en Patrimonium,

J.-C. MARCOURT

De Minister van Wetenschappelijk Onderzoek, Nieuwe Technologieën en Buitenlandse Betrekkingen,

Mevr. M.-D. SIMONET

De Minister van Vorming,

M. TARABELLA

De Minister van Gezondheid, Sociale Actie en Gelijke Kansen,

D. DONFUT

De Minister van Landbouw, Landelijke Aangelegenheden, Leefmilieu en Toerisme,

B. LUTGEN

—  
Nota

(1) *Zitting 2008-2009.*

*Stukken van het Waals Parlement 956 (2008-2009), nrs. 1 en 2.*

*Volledig verslag, openbare vergadering van 1 juli 2009.*

Bespreking - Stemming.